



# Mouvement Citoyen

## Interview du 6 novembre 2010 Avec FM Liberté : Le Point sur le Togo

Journaliste : **Kodjo Epou**, Directeur des opérations, FM Liberté, Chicago, USA ;  
Emission "Parcours" diffusé sur Lomé le Samedi 6 novembre 2010 15h.  
Interview: **Dr Yves Ekoué AMAÏZO**, Coordinateur International provisoire, CVU.

*1. Vous êtes le Coordinateur international du Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU), un Collectif qui a été très actif ces derniers mois au Togo. Pouvez-vous nous citer quelques résultats tangibles qu'on peut mettre à l'actif de votre jeune association ?*

YEA : Je tiens d'abord à vous remercier pour l'invitation et aussi le travail important que fait la radio FM liberté pour la liberté d'expression et la vérité des faits. A ce titre, c'est comme si vous poursuivez les mêmes objectifs que le CVU, la vérité des urnes et la vérité des comptes publics. Mais la vérité tout court devrait permettre au Togo de retrouver le chemin de son destin et non celui imposé par un groupe d'individus adeptes d'une vision alimentaire et patrimoniale de la gouvernance. Ce sont des gens sans courage puisque pour se perpétuer au pouvoir, ce groupe clanique fondé sur l'argent facile refuse la compétition électorale sans usurpation et s'inscrit dans la lignée des agents de la postcolonie qui travaillent d'abord en priorité pour les intérêts non togolais non sans oublier de se servir au passage sur le dos de la population. Mais le vrai tort créé au Peuple togolais est que ce groupe, qui s'est agrandi en fonctionnant comme un aspirateur de personnalités pour perdurer au pouvoir, a démontré au cours des quatre décennies au pouvoir qu'il était incapable de créer de la richesse, du pouvoir d'achat, bref de rendre la majorité des Togolais et Togolaises libres et heureux dans leur propre pays.

Alors pour répondre à votre question, il ne s'agit pas de compter des résultats mais bien d'amener à une prise de conscience généralisée tant au Togo qu'au niveau de la communauté internationale car le Togo a été hypnotisé par un groupe élargi adossé à des militaires antirépublicains. Il faut donc sortir de cette hypnose qui bloque l'avènement des libertés publiques, celles des médias, la neutralisation directe ou indirecte des partis politiques et organisations du changement... L'hypnose est telle que même les représentants des congrégations religieuses valorisant le monothéisme (Religions africaines, Judaïsme, Islam, Christianisme, etc.) n'osent plus dire la vérité et se taisent... certains allant jusqu'à adouber le système que ce groupe a mis en place au fil des années grâce à des formes d'adhésions de certaines élites qui ont choisi de fuir la vérité ou d'empêcher "l'autre d'arriver au pouvoir" au lieu d'accepter les principes démocratiques au sein des partis politiques. Il s'agit là de stratégies



Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



# Mouvement Citoyen

négalivistes que le CVU va contribuer à changer avec le temps et que Dieu en personne viendra soutenir.

Mais comme vous voulez des résultats, voici quelques repères non exhaustifs :

- prise de conscience accrue des Togolais et Togolaises et de la Communauté internationale sur les contre-vérités au Togo et le devoir de vigilance pour permettre à la démocratie de fonctionner avec le droit d'un parti d'opposition comme OBUTS de pouvoir exister ;
- rappel aux bailleurs de fonds de ne plus se faire bernier en finançant les dépenses privées, extravagantes et non-créatrices de prospérité et de bien-être de la grande majorité des populations togolaises, surtout la partie sans voix ;
- constater les entorses aux droits humains, le négationnisme ambiant, les séquestrations des représentants des partis politiques et des syndicats, les biens mal acquis sur le dos des contribuables togolais et le refus systématique d'accorder le droit de vote à la Diaspora togolaise ;
- proposition de sortie de crise sociopolitique au Togo afin de graduellement permettre de dés-hypnotiser le Peuple togolais pour qu'il puisse construire son futur et non celui sans éthique de ceux qui ont soutenu le système RPT lequel n'a pas vraiment abandonné ses approches et comportements de parti unique.

Je vous rappelle que les tracasseries et misères juridiques et administratives faites par le Gouvernement RPT/AGO (*Rassemblement du Peuple Togolais/Amis de Gilchrist Olympio*) au parti OBUTS, *l'Organisation pour bâtir dans l'union* et la solidarité risquent d'être renouvelées sous d'autres formes purement administratives pour le parti ANC, *l'Alliance nationale pour le changement*. La seule différence est que les pièces demandées aux responsables de l'ANC devront être avalisées ou fournies par Gilchrist Olympio en personne ou ses amis AGO. Il s'agit de l'évolution du système RPT/AGO vers une forme nouvelle de dictature administrative, après avoir testé sans succès la dictature juridique en essayant de fermer le parti OBUTS.

**2. Le CVU est-il seulement une structure de dénonciation ou, prend-il aussi l'initiative d'autres actions qui sont jusque-là inconnues du grand public et dont les fruits ne tarderont pas à se faire voir?**

YEA : J'aimerais prolonger votre question : le système RPT/AGO a-t-il choisi d'institutionnaliser la contre-vérité au Togo ? Car c'est justement, ce manque de transparence et de vérité qui conduit le CVU, dans la mesure de ses moyens, de rappeler la vérité des faits que maquille allègrement le site officiel du Gouvernement. Alors si, vous appelez cela de la dénonciation, je crois que cela n'est pas exact. Il s'agit d'un mouvement citoyen qui exerce son droit de réponse afin de contribuer au retour de la vérité au Togo.



Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

Bien sûr qu'il y a de nombreuses autres initiatives du CVU qui ont pour objectif de donner la vraie image du comportement et de la gestion de ceux qui sont au pouvoir afin d'éviter que les communautés internationales et africaines ne prennent des décisions erronées sur l'avenir du Togo en s'inspirant uniquement des informations fournies par les adeptes du système RPT/AGO. Vous savez, quand Faure Gnassingbé annule le défilé militaire du 16 octobre 2010, annule sa visite aux Nations Unies à la dernière minute ou évite soigneusement, là encore à la dernière minute, de se présenter à Montreux pour la conférence de l'Organisation internationale de la Francophonie, il y a donc bien d'autres formes d'influences qui fonctionnent. A terme, il sera difficile de voir la communauté internationale adepte de la vérité des urnes s'afficher avec les représentants togolais qui ont choisi la contre-vérité des urnes, les atteintes sans fin aux droits humains, l'interdiction de manifester et l'intervention des forces de sécurité contre les populations togolaises. Ces attitudes du Gouvernement togolais sont contre-nature et la nature reprend toujours ses droits tôt ou tard. Mais, il faut qu'une partie du Peuple togolais cesse de devenir les adeptes de la délation uniquement pour des raisons alimentaires. On ne peut constater des résultats électoraux et annoncer d'autres chiffres pour 40 000 FCFA pour certains... Bien sûr les intimidations et les violences discrètes du pouvoir neutralisent la vérité mais justement, c'est l'occasion pour les Togolais et Togolaises de s'inscrire dans des groupes organisés (associations, partis politiques, syndicats, etc.) pour mieux être protégés.

Les fruits attendus des actions citoyennes du CVU et d'autres structures vont dépendre de la capacité collective de leur influence sur la communauté internationale.

**3. Votre association est-elle favorable à la tenue d'un dialogue entre le Rassemblement du Peuple Togolais c'est-à-dire le parti au pouvoir, et l'Opposition démocratique ? Selon le CVU, que faudra-t-il négocier et que faut-il éviter de négocier ?**

YEA : Non seulement, le CVU est favorable à des concertations organisées mais on n'est pas les seuls. Il faut en fait deux niveaux de concertation à savoir : il faut distinguer entre les partis qui défendent la vérité des urnes et ceux qui s'en éloignent, la falsifient ou préfèrent vivre avec la contre-vérité. Une fois cette distinction qui est en train de s'opérer avec le jeu plus transparent de Gilchrist Olympio et ses amis AGO, il est nécessaire que les partis de la vérité des urnes s'organisent en Plateforme pour la vérité des urnes et mènent des concertations pour clarifier ce qu'ils veulent faire ensemble et de différent en termes politiques. Cette plateforme de Refondation démocratique du Togo doit être présentée au peuple Togolais, recueillir une adhésion et un soutien.

Ce n'est qu'alors qu'il sera possible de parler de "dialogue" entre d'une part ce groupe "Plateforme de Refondation démocratique du Togo" et le RPT/AGO d'autre part. Mais un dialogue ne servira à rien si l'agenda, comme d'habitude, est imposé par le pouvoir et si les décisions finales sont celles choisies unilatéralement par le même pouvoir... Bref, vous voyez bien les résultats mitigés pour ne pas dire médiocres en termes de vérité des urnes qui sont sortis des dits "Accords Politique Globale de Ouagadougou" qui ont remis le RPT au pouvoir. A ce titre, le CVU rappelle qu'il est préférable pour la

paix au Togo d'envisager d'aller voir un autre médiateur/facilitateur, si le Togo a besoin de facilitation. Car en réalité, si le RPT était proche des pratiques éthiques, il n'y aurait pas besoin de facilitation, surtout lorsque le facilitateur est souvent "juge et partie" et peut en profiter pour gérer ses affaires économiques avec le pouvoir, puisque l'essentiel de ses marchandises passe par le port en eau profonde du Togo. En réalité, c'est le Gouvernement qui est peureux et sans initiative originale car il y a de multiples compétences dans la Diaspora pour jouer le rôle de facilitateur et médiateur.

Il ne peut y avoir aucun Tabou dans les négociations mais le rôle futur de l'armée est incontournable. L'Armée ne sait pas créer de la richesse et souvent par incompréhension du mode de fonctionnement de l'économie, l'armée non-républicaine opte pour l'usurpation de biens publics comme mode de gouvernance. Par contre, l'agenda des négociations doit être public et les intimidations diverses y compris les formes de corruption par l'argent dénoncées pour faciliter un travail sérieux à la hauteur de l'espérance du Peuple togolais.

**4. Parlez nous un peu de ce qui serait la prospective du CVU s'il faut définir et désigner les forces politiques devant représenter l'Opposition à cet éventuel dialogue.**

YEA : Ce dialogue doit être une négociation. Ce n'est pas au CVU de désigner un tel ou un tel mais bien aux partis politiques, associations et syndicats représentatifs du peuple togolais y compris dans la Diaspora de choisir d'abord s'ils veulent promouvoir la vérité des urnes. Dans l'affirmative, il y a lieu de clarifier le jeu pour le Peuple togolais en annonçant la Plateforme pour la Refondation démocratique du

Togo... les partis politiques comme l'ANC s'il est validé par l'administration, l'OBUTS, l'ADDI, et bien d'autres membres du FRAC devraient logiquement se retrouver pour structurer tout ceci. Mais, vous savez, la conscience de groupe n'est pas encore au rendez-vous puisque des tentatives du CVU pour faire signer ces partis politiques sur des textes communs ont avorté pour le moment. Il faut absolument travailler sur une nouvelle mouture d'un FRAC élargi. Avec les pressions internationales et nationales, l'Administration togolaise qui joue la carte de la dictature administrative n'a pas pu empêcher la création effective de l'ANC et a du délivrer le récépissé, créant ainsi l'ANC officiellement...

**5a. Revenons brièvement sur un nom que beaucoup de gens veulent considérer comme fini et appartenant désormais au passé: Gilchrist Olympio. Si vous avez à commenter, sans langue de bois, les motivations mises en avant par le leader de l'UFC pour rejoindre le gouvernement, notamment "soulager les souffrances du peuple", que diriez-vous?**

YEA : Le CVU ne verse jamais dans la langue de bois. Nous tentons, en tant que mouvement citoyen, d'être proches de la vérité. Donc pour répondre à votre question, personne n'est jamais définitivement fini en politique. Par ailleurs, Gilchrist Olympio n'a fait que céder à ceux des Togolais qui continuent à croire qu'il suffit d'accepter les rôles subalternes dans une alliance gouvernementale pour faire avancer les choses. En réalité, beaucoup avec un âge avancé choisissent aussi d'avoir d'abord des

postes. A ce titre, il n'est pas du tout clair que ce que le Gouvernement a promis à GO et ses amis soit mis en œuvre... Les nominations des directeurs de cabinets sont des mesures par défaut car là aussi, la désillusion a commencé. Mais, pour répondre sur la vraie "motivation" qui n'est pas politique mais financière, il faut faire une enquête approfondie sur l'argent qui avait été mis de côté en décembre 1962 pour créer la monnaie togolaise que souhaitait Sylvanus Olympio. Un pays occidental s'y est opposé farouchement au point d'être impliqué dans l'assassinat de ce dernier dès janvier 1963. Cet argent ayant porté intérêt devait faire l'objet d'un partage, ce qui nécessitait l'accord de plusieurs protagonistes internationaux et nationaux. Les montants étant assez pharamineux, surtout en FCFA, cela a pu faire changer les positions des uns et des autres... mais, vous savez la fibre politique de GO devrait reprendre le dessus lorsque la désillusion sera à son comble. Peut-être qu'il sera d'ailleurs trop tard. Est-ce que GO cherchait à "soulager les souffrances du Peuple togolais" ? Je pense que oui, sauf qu'il a choisi de mettre la priorité sur ses amis, les AGO, et lui-même d'abord.

*5b. Comment avez-vous accueilli au CVU la création de l'ANC?*

YEA : Je pense que Jean Pierre Fabre avait besoin de clarifier le jeu politique. Mais fallait-il créer un parti contre l'ex-UFC en demandant une démission collective des anciens membres de l'UFC ? Ou fallait-il penser immédiatement à un FRAC élargi en optant pour un grand parti de l'alternance ? Les réponses vont tomber puisque l'Administration togolaise a finalement autorisé l'ANC comme parti politique. Mais le plus dur est d'engager des vraies et franches négociations entre les partis de la vérité des urnes. En réalité, il faut des nouvelles élections libres et transparentes au Togo pour mesurer le poids réel des différents partis, car aujourd'hui avec la contre-vérité des urnes, tout est faux même si le RPT/AGO s'en accommode.

*5c. Peut-on s'attendre à un quelconque bouleversement majeur de la donne politique, au plan national en général et au niveau du FRAC en particulier, avec la naissance de cette nouvelle formation du FRAC que préside Jean-Pierre Fabre?*

YEA : Je pense qu'il faut distinguer entre l'ANC et le FRAC. Maintenant que l'ANC est officiellement reconnu par le pouvoir, il faut voir comment les autres partis vont se positionner et si l'ANC fonctionnera sur un mode démocratique contrairement à l'UFC. Maintenant que l'ANC peut "agir, cela devrait automatiquement relancer les manifestations de l'ANC, du FRAC et de OBUTS et des syndicats et mouvements citoyens. Le Togo peut faire l'économie de ces affrontements dans la rue en ouvrant un processus de sortie de crise. Ce qu'il faut, c'est une vraie négociation entre les partis membres du FRAC, OBUTS et tous les courants qui choisissent l'alternance et la vérité des urnes. Mais, les considérations locales sont telles que la vision stratégique pour un jeu politique clair pour le Peuple tend à être noyée dans les contingences de court terme.

*6. De plus en plus de Togolais s'étonnent de l'attitude de Bruxelles dans la crise togolaise. On remarque que non seulement l'UE ne paraît pas stricte sur la destination de ses financements au Togo, elle donne*

# Mouvement Citoyen

*l'impression de fermer les yeux sur les violations des droits de l'homme, sur l'impunité et sur la léthargie de la justice dont elle finance chèrement la restructuration. A quoi cela peut-il être dû? Cette Institution, selon vous, accompagne-t-elle vraiment le peuple togolais dans sa quête du mieux-être, c'est-à-dire dans sa lutte contre la mal gouvernance et la corruption ou, l'UE s'efforce-t-elle d'accompagner un pouvoir incompetent afin de cacher son propre échec au Togo?*

YEA : Les financements des organisations internationales et des bailleurs de fonds en général, sont régis par une approche budgétaire... Donc, l'argent alloué, dons, prêts et autres assistances techniques vont au budget, c'est-à-dire que c'est le gouvernement destinataire qui finalement alloue les fonds sur place. Les contrôles existent mais c'est souvent l'impunité puisqu'une partie des fonds retourne souvent à des sociétés ou experts du pays ou régions fournisseurs de l'aide publique au développement.

Vous avez raison de dire que cela donne l'impression que l'UE " ferme les yeux sur les violations des droits de l'homme, sur l'impunité au Togo". En réalité, l'UE a constaté toutes ces choses mais fonctionne sur des bases de comparaison. Moins de 1500 morts au Togo en 2005 réduits à quelques 500 par l'ONU ne sont pas de nature à faire bouger une bureaucratie en comparaison avec le Rwanda ou le Soudan. Mais il faut y voir aussi les priorités d'accès aux matières premières... Regardez le Congo, le Rwanda exporte des matières premières qu'elle n'a pas... donc vous comprenez que pour le Togo où il n'y a pas grand chose, la priorité n'est pas nécessairement le bon fonctionnement de la justice surtout qu'un projet de restructuration passe par les fourches caudines du pouvoir en place. Vous parlez d'accompagnement du Togo par l'UE ? Je pense que l'UE accompagne surtout l'Etat togolais et moins le Peuple togolais.

Quant à savoir si l'accompagnement est pour le mieux-être des populations, on ne peut pas mettre cela en cause même s'il y a systématiquement des dysfonctionnements quasi réguliers dans l'impact réel des projets et programmes de l'UE. Y-a-t-il échec de l'UE au Togo pour ce qui est de la mission d'observation ? Oui, car après les déclarations officielles du chef de mission sur la Radio RFI qui ne pouvait pas apporter la preuve des voix distribuées pour absence de numérotation et de correspondances entre les souches et les bulletins de vote, l'UE aurait dû déclarer que les élections devaient être refaites. Mais la politique l'a emporté. Donc on ne peut pas dire que l'UE apporte son appui à la mauvaise gouvernance, à la corruption ou au pouvoir incompetent au Togo. L'UE défend ses intérêts dans le cadre d'une coopération où le rôle de la France est prépondérant au même titre que celui de la Françafrique. Dans une telle complexité, certains ont préféré se taire et laisser le Peuple togolais se débrouiller tout seul.

S'il faut redemander à l'UE d'envoyer encore une équipe pour superviser des élections au Togo, il faut absolument confier le contrôle des "observateurs" à des "observateurs de la Diaspora togolaise" et prendre entre 12-18 mois pour bien préparer les élections prochaines. Pour ce qui est de l'échec, c'est encore le Peuple togolais qui souffre, ce n'est pas l'Union européenne, ni la France, ni la Françafrique.



7. Les experts de la Banque mondiale avouent, lorsqu'ils sont en privé, que le Togo est mal gouverné, victime de la corruption tous azimuts. Le pays est en bonne place au rang des pays les plus corrompus de la terre. Mais les mêmes de Bretton Woods continuent de faire pleuvoir des milliards sur Lomé. Comment le spécialiste de ces genres de questions que vous êtes, explique t-il ce phénomène de duplicité?

YEA : Les représentants officiels de la Banque mondiale ont affirmé officiellement que le Togo est mal gouverné. Ce n'est pas en privé, ni en secret. Je vous invite à relire les compléments que le CVU a mis à la disposition de la Banque mondiale<sup>1</sup>. Une grande partie du budget de l'Etat togolais est financé par les apports des bailleurs de fonds extérieurs. Donc si l'on veut stopper les apports des institutions de Bretton Woods et des institutions bilatérales, on risque de ne pas pouvoir payer les fonctionnaires et bien d'autres projets d'infrastructures ou sociaux. Il faut donc être responsable. Ce n'est pas en stoppant un financement que l'on fait modifier les comportements au sommet de l'Etat. C'est une prise de conscience collective et graduelle qui amène chaque Togolais et Togolaise à décider de ne plus accepter d'être dirigé par des gens qui les rendent malheureux et n'offrent que peu d'opportunités pour leurs enfants de s'en sortir dans le futur. Mais une partie du Peuple togolais est prise dans les priorités quotidiennes de trouver à manger, à se loger et à se soigner...

Par ailleurs, les montants envoyés par les institutions de Bretton Woods ne sont pas aussi conséquents que vous croyez et ne viennent pratiquement jamais soutenir la création de richesse ou de valeurs ajoutées au Togo. Là aussi, un vrai débat entre les experts togolais indépendants et les institutions de Bretton Woods pourrait permettre de clarifier ce jeu où celui qui gère mal le pays se voit réduire sa dette dans le cadre du programme de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTe). Est-ce qu'il y a duplicité ? Je ne pense pas que ce soit l'intention des institutions de Bretton Woods de soutenir un tel régime. Mais, là encore, les priorités, les pressions internationales du conseil d'administration de ces institutions qui représentent les pays riches conduisent, en définitive, à faciliter ou à préserver des régimes dont la gestion est défailante. Mais les conseils erronés prodigués par ces institutions au Togo sont largement responsables des difficultés du Togo dans le social, l'infrastructure, l'éducation et la santé et peut-être même dans la mal-gouvernance actuelle car la corruption est toujours à double sens. Aucune de ses institutions n'est allée porter plainte contre la Françafrique, à ce que je sache !

8. Citez-nous, par ordre d'importance, au moins cinq choses essentielles à faire pour normaliser le Togo, économiquement et politiquement.

---

<sup>1</sup> Yves Ekoué AMAÏZO et François Fabregat, "Mal gouvernance de Faure Gnassingbé : Ce que la Banque mondiale a oublié de mentionner", in *cvu-togo-diaspora.org*, Analyse du CVU du 8 septembre 2010 : voir <<http://cvu-togo-diaspora.org/2010/09/08/mal-gouvernance-de-faure-gnassingbe-ce-que-la-banque-mondiale-a-oublie-de-mentionner/2457>>.

YEA : Vous souhaitez absolument une sorte de plan de sortie de crise, mais je vous renvoie aux 22 propositions faites par le CVU, voir l'analyse de CVU du 19 mai 2010<sup>2</sup>. Ce n'est pas une liste de points dont à besoin le Togo pour retrouver les voies d'une normalisation éthique. C'est de la volonté d'opter ou pas pour la vérité des urnes. Malgré cela, 22 propositions ont été faites et d'autres se font dans les coulisses. La vraie question est : est-ce qu'il y a une volonté de "normalisation" au Togo ? Oui, mais il n'y a qu'une volonté de normalisation du statu quo, c'est à dire la contre-vérité des urnes. Le CVU ne peut y souscrire. Les points importants se résument à un seul : le pouvoir RPT/AGO reconnaît ses erreurs stratégiques et propose une période de transition dans laquelle ont lieu une négociation et des élections libres, démocratiques et sécurisées où l'usurpation des résultats des urnes n'aura pas lieu. La réalité est que ce pouvoir n'en veut pas. Donc, il faut continuer à convaincre les humanistes et démocrates de la bonne foi du Peuple togolais pour une vraie alternance pacifique. Mais passer par pertes et profits le devoir de mémoire, le silence sur l'impunité et l'incapacité du pouvoir à générer de la richesse pour la plus grande majorité du Peuple togolais serait pire qu'une trahison du Peuple togolais. Le CVU invite les citoyens de tous bords à soutenir un mouvement général de conscientisation, car l'ennemi du Togo est encore l'ignorance et la faim.

*9. La structure névralgique dans la transformation d'un pays par le biais d'élections crédibles, c'est la Commission Electorale Nationale Indépendante. Dans beaucoup de pays, cette institution est impartiale et parfois, l'endroit où commencent les tensions postélectorales très souvent meurtrières. La Guinée Conakry vient d'innover en acceptant un général malien, Siaka Toumani Sangaré, pour présider sa CENI. Ce général est assisté dans sa tâche par deux vice-présidents : un, proche de candidat Diallo et l'autre, proche de Condé. Les pays africains où les élections sont litigieuses de manière récurrente, doivent-ils aller à l'école guinéenne en la matière?*

YEA : S'il est vrai que la CENI est incontournable, ce n'est pas ce qu'il y a de plus important. C'est toute l'organisation avant, pendant et après le processus électoral fondé sur la bonne foi des représentants du pouvoir. La bonne foi étant absente, il reste alors la CENI qui elle-même est sous pression au point d'avoir été quasi inexistante dans l'impulsion de la vérité des urnes au Togo.

Dans le cas de la Guinée, là encore les interférences de l'Agence internationale de la Francophonie et de pays étrangers ont conduit à un premier tour où les résultats ne reflétaient pas la vérité des urnes. Au lieu d'annuler les élections, les différents responsables ont choisi de conserver des résultats erronés en pensant pouvoir faire mieux pour le second tour. Je rappelle qu'il y a là encore intervention du facilitateur burkinabé, Blaise Compaoré et que le premier tour des élections s'est mal déroulé et qu'il y a eu mort du Président de la CENI en Guinée... Bref, tant qu'un pays africain croira que l'ordre

---

<sup>2</sup> Agbéyomé Messan KODJO et Yves Ekoué AMAÏZO, "Alternative pour une sortie de crise : 22 propositions pour refonder la démocratie au Togo", in [cvu-togo-diaspora.org](http://cvu-togo-diaspora.org), Analyse du 19 mai 2010, voir < <http://cvu-togo-diaspora.org/2010/05/19/alternative-pour-une-sortie-de-crise-22-propositions-pour-refonder-la-democratie-au-togo/1107> >



militaire doit être au-dessus de l'ordre républicain, les solutions pour une démocratie apaisée ne pourront pas être trouvées en interne. Mais là encore, la précipitation témoigne encore de la naïveté de certains dirigeants politiques sur les délais nécessaires pour faire des élections propres où triomphe la vérité des urnes. Le Président ivoirien Laurent Gbagbo l'a compris. Il faut en principe entre 12-18 mois quand il n'y a pas d'interférences politiques endogènes et exogènes. Alors, pour répondre à votre question et quelle que soit l'intégrité du militaire malien le Général Siaka Toumani Sangaré pour présider le CENI en Guinée, c'est un paradoxe que pour éviter l'interventionnisme de militaires du processus démocratique en Guinée, il faille choisir un autre militaire pour venir chapeauter une structure comme la CENI qui est censée représenter le siège d'une certaine idée de la Démocratie représentative.

En Guinée, pour ma part, le problème n'est pas le Général malien mais bien le refus des protagonistes d'annuler le premier tour d'une élection qui ne reflète pas la vérité des urnes. NON, le Togo ne doit jamais accepter de voir des Militaires venir chapeauter une structure civile. Je ne me rappelle pas quand est-ce qu'un civil est allé prendre les fonctions d'un général dans l'armée en Afrique ! Par ailleurs, tout ceci est une preuve de manque confiance chronique à l'expertise des guinéens qui disposent dans le pays comme dans la Diaspora de compétences hors pair. Le problème éthique a été créé car le Général malien, si on cherche bien, est originaire d'un groupe ethnique que l'on retrouve en Guinée... Il faut espérer qu'il aura la liberté pour procéder en son âme et conscience malgré les pressions diverses, surtout étrangères.

*10. La Diaspora togolaise semble se limiter dans un rôle humanitaire de transfert d'argent vers le pays pour aider les parents. Mais lorsqu'on sonde un peu les assistés (les gens du pays), ceux-ci préfèrent voir cette Diaspora jouer le rôle moteur du changement politique. Ce qui revient à dire: "c'est mieux de nous aider à vivre de notre propre pêche que de nous offrir souvent du poisson". Votre commentaire sur ce point de vue, Dr Amaïzo.*

YEA : La Diaspora togolaise, plus de 1,3 millions d'âmes environ, a transféré officiellement plus de 284 millions de \$US en 2008, et près de 310 millions pour les projections de 2009/2010. En réalité, c'est l'augmentation de deux facteurs qui conduisent à ce phénomène. La pauvreté augmente et la Diaspora doit assurer une partie des frais de santé et de consommation courante et même l'éducation de préférence au niveau de sa propre famille. Donc, cet argent est rarement investi dans des activités productives directes. Mais le système de mal gouvernance au Togo et d'absence d'opportunités de création d'emplois et d'obtention d'un salaire décent ont conduit plusieurs à quitter le territoire national et parfois à ne pas pouvoir y revenir pour utiliser leurs compétences. Donc, ce serait faux de dire que la Diaspora ne cherche pas à offrir les outils de travail pour rendre indépendants et dignes ceux qui n'ont pas eu la chance d'acquérir des compétences supplémentaires. Mais quand le Gouvernement et les douanes taxent invariablement les produits non créateurs de valeur ajoutée comme ceux permettant de créer des emplois, vous comprenez que ce Gouvernement n'accompagne



# Mouvement Citoyen

pas le mouvement. D'ailleurs, ce gouvernement ne s'intéresse qu'aux taxes qu'il peut percevoir sur la Diaspora. Incapable de l'usurper, alors ce système refuse le droit de vote à la Diaspora.

C'est là encore tout un système d'accompagnement, de compréhension de la création de richesse et de l'économie de proximité qui font défaut. La Diaspora n'a jamais refusé d'acheter des filets de pêche en se contentant d'envoyer quelques poissons... La Diaspora est empêchée de venir mettre en place un système d'appui à la pêche (l'ensemble de la chaîne de valeurs... depuis le bateau, le moteur, les carburants, les méthodes de pêches, la commercialisation, la distribution, le rôle des femmes, et la diversification (séchage, fumage, produits frais, etc.) qui ne reçoit pas de soutien du Gouvernement. Dans ces conditions, il faut parer au plus pressé pour garder sa famille en bonne santé et un minimum de dignité.

En définitive, c'est cela qui manque au système RPT/AGO. Une absence de dignité dans le refus de reconnaître l'impasse dans lequel ce système a mené le Togo depuis plus de 40 décennies.

*11. En comparant la situation de la démocratie en Côte d'Ivoire avec celle du Togo, pourquoi la communauté internationale s'est-elle aussi fortement mobilisée pour les élections présidentielles ivoiriennes alors qu'a plusieurs reprises, le Togo a été abandonné à son triste sort entre les mains des seules CEDEAO et UA ?*

YEA : La réponse est simple. Les intérêts de ce que vous appelez la communauté internationale en termes de stabilité pour la région et le développement des échanges avec un des poumons économiques de la sous-région sont plus importants au plan géostratégique que ce qui se passe au Togo. Par ailleurs, c'est aussi à l'honneur du Président Laurent Gbagbo qui a subi une guerre interne orchestrée de l'extérieur d'accepter d'affronter la vérité des urnes en toute transparence. Au moins dans le cas ivoirien, il y a peu de chance que l'on aille vers des falsifications de la vérité des urnes comme au Togo ; les preuves ne seront pas détruites et le résultat définitif ne sera pas annoncé unilatéralement par le pouvoir assisté par une partie de l'armée non-républicaine.

L'Union africaine (UA) et la CEDEAO sont des émanations des pouvoirs africains et ne sont nullement des adeptes de la démocratie. L'UA n'est pas démocratique et le personnel n'est pas élu. Les décisions se prennent sur la base du consensus, autrement dit en Afrique, sur la base de la voix de celui qui peut payer le plus et est le plus "fort" politiquement et financièrement. Il en est de même pour la CEDEAO entièrement dominé par le Nigéria. Il ne faut pas s'étonner de la présence de Olusegun Obasanjo, ex-Président du Nigeria et ex-Président en exercice de l'UA et de la CEDEAO, dont la responsabilité est engagée dans les morts de la période postélectorale de 2005 au Togo d'avoir été choisi par ses pairs pour venir "stabiliser" le Togo au moment des élections de 2010. Pourquoi voulez-vous que ceux qui ont été nommés là-bas (UA et CEDEAO) viennent entreprendre une action contre ceux qui les ont nommés (Chefs d'Etat africains), surtout que l'avenir au poste de certains dépend directement du maintien du système togolais et du statu quo politique ?



Association CVU-Togo-Diaspora

Les Services du CVU-Diaspora-International

Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

# Mouvement Citoyen

Sur l'autre partie de votre question, les responsables politiques togolais se sont précipités dans un "accord politique global à Ouagadougou" où les conditions pour réussir une bonne préparation des élections libres, démocratiques et apaisées n'étaient pas remplies. La stratégie choisie par ceux qui étaient à Ouagadougou n'était pas stratégiquement la bonne. Le Conseil du facilitateur non plus. La Côte d'Ivoire a choisi une approche qui est bonne : désarmer, imposer la paix, obtenir un consensus de tous les partis sur les listes électorales, s'assurer de l'impartialité du Président de la commission électorale, et faire participer tous les citoyens et représentants des partis dans le comptage des voix... Le résultat ne peut qu'être la vérité des urnes. Le Togo peut à tout moment choisir cette option. Il faut au moins **trois conditions pour relancer le processus de refondation démocratique du Togo**. Cette refondation ne peut être uniquement républicaine car au sens togolais, il s'agit bien de contourner la démocratie :

1. opter pour une période de transition pour préparer de nouvelles élections présidentielles au Togo, 12-18 mois et prenant exemple sur la Côte d'Ivoire sans se laisser impressionner par ceux qui voulaient aller vite et ont conduit à la situation guinéenne ou togolaise d'imbroglio électoral ;
2. Réunir un groupe d'experts togolais indépendants pour formaliser une feuille de route pour la période de transition, feuille de route qui devra servir de négociation et obtenir l'aval des principaux partis pour sa mise en œuvre sans interférence du système RPT/AGO ;
3. Soutien multiforme de la communauté internationale notamment au plan financier et en expertise d'organisation électorale sans oublier de soutenir le budget togolais qui devra retrouver un minimum de transparence et de vérité des comptes.

Je vous remercie pour les questions pertinentes soulevées.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO, Coordonnateur international provisoire, Collectif pour la Vérité des Urnes.